EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du jeudi 15 décembre 2022

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 34 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Martial ALVAREZ - Christian AMIRATY - Philippe ARDHUIN - François BERNARDINI - Gérard BRAMOULLE - Christian BURLE - Emmanuelle CHARAFE - Gaby CHARROUX - Georges CRISTIANI - Daniel GAGNON - David GALTIER - Gerard GAZAY - Philippe GINOUX - Jean-Pierre GIORGI - Jean-Pascal GOURNES - Nicolas ISNARD - Didier KHELFA - Arnaud MERCIER - Danielle MILON - Véronique MIQUELLY - Pascal MONTECOT - Roland MOUREN - Didier PARAKIAN - Serge PEROTTINO - Catherine PILA - Henri PONS - Didier REAULT - Georges ROSSO - Michel ROUX - Laurent SIMON - Martine VASSAL - Yves VIDAL - Frédéric VIGOUROUX - David YTIER.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Amapola VENTRON représentée par Christian AMIRATY - Olivier FREGEAC représenté par Arnaud MERCIER - Roland GIBERTI représenté par Laurent SIMON.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Éric LE DISSES.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FBPA-002-12803/22/BM

■ Approbation de l'avenant n° 2 portant sur le rééchelonnement de la franchise de remboursement avec The Camp

34447

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Projet ambitieux décrit par son fondateur, Frédéric Chevalier, comme « *un laboratoire, un écosystème de création et d'innovation* », THECAMP est un campus d'ambition internationale, d'innovation et de prospective, dédié notamment à la ville de demain.

A l'issue d'un processus de reprise des activités qui s'est déroulé dans le courant de l'été 2022, THECAMP vise toujours à réunir des talents du monde entier, étudiants, entrepreneurs, dirigeants et managers, experts et mentors, pour créer un écosystème fertile en rencontre, un lieu d'intelligence connecté, d'échanges et confrontation des idées, un espace tout entier voué à la création et à l'innovation, à l'instar des campus américains qui l'ont inspiré.

THECAMP a mobilisé d'importants financements à travers deux entités : THECAMP SAS pour l'exploitation et THECAMP I SAS pour l'immobilier.

Compte tenu de l'intérêt général de ce projet pour le développement économique du territoire et de son positionnement comme laboratoire d'excellence et d'innovation dans le domaine de la « ville intelligente » notamment, les anciennes communautés d'agglomération du Pays d'Aix et urbaine de Marseille Provence Métropole avaient conjointement avec la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie octroyé des aides sous forme d'avance dans le respect de la réglementation applicable et notamment le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ainsi que le régime exempté de notification n°SA.40391 relatif aux aides à la recherches, aux développements et à l'innovation pour la période 2014/2020, prolongé par le régime cadre n°SA.58995.

La communauté d'agglomération du Pays d'Aix et la communauté urbaine de Marseille avaient ainsi consenti des avances de 5 millions d'euros chacune, ces avances constituant des prêts sans intérêt assorties d'une obligation de remboursement avec différé. Le remboursement devait s'effectuer de manière différée à partir du 1^{er} janvier 2020 et pendant cinq (5) années.

Toutefois, compte tenu de la situation financière de la SAS THECAMP en 2019, le remboursement des avances dans ce délai s'est avéré impossible ; un décalage du calendrier du remboursement a donc été consenti par avenant n°1. Parallèlement, une procédure de conciliation a été engagée avec les créanciers privés des SAS THECAMP et THECAMP I. Elle a donné lieu à conclusion d'un protocole de conciliation en date du 19 décembre 2019.

La crise sanitaire a par la suite durement impacté l'exploitation.

La réussite du projet de reprise des activités de THECAMP suppose désormais, compte-tenu de la situation financière de la SAS THECAMP, un nouvel aménagement de l'échéancier de remboursement des dettes privées et publiques de THECAMP et tout particulièrement de la dette publique résultant des avances consenties.

A l'instar des créanciers privés, les créanciers publics ont été sollicités pour aménager l'échéancier de remboursement des avances.

Les créanciers publics ont consenti un rééchelonnement de l'échéancier de remboursement sur la période 2023-2035, The Camp s'engageant à obtenir des créanciers privés un effort comparable.

Un tel rééchelonnement est possible dès lors qu'il est admis que les opérations économiques effectuées par des organismes publics (quel que soit le statut juridique) ne confèrent pas d'avantage à leur destinataire et, de ce fait, ne constituent pas des aides d'État lorsqu'elles sont réalisées dans les conditions normales du marché. Tout particulièrement en présence de créanciers privés sont considérées comme réalisées dans des conditions normales de marché les aménagements de dettes des créanciers publics consenties dans des conditions comparables aux aménagements de dettes des créanciers privés.

Les collectivités publiques jugent le projet The Camp stratégique pour le territoire, tant en terme d'équipement réceptif pour les professionnels utile au développement de la zone du plateau de l'Arbois, qu'en terme d'outil de formation à la conversion numérique des entreprises. Aussi, après avoir analysé les perspectives de développement du projet et jugé de la pertinence des retours sur investissement escomptés, les créanciers publics consentent à un rééchelonnement de l'échéancier de remboursement jusqu'en 2035, le premier remboursement étant maintenu en 2023.

Ce réaménagement s'accompagne d'une clause de « retour à meilleure fortune » selon laquelle toute amélioration de la situation économique de The Camp entrainera un réexamen de l'échéancier de remboursement en faveur des collectivités. Par ailleurs, si un remboursement anticipé d'une dette privée devait être envisagé, une même anticipation devrait être proposée aux créanciers publics.

Il est également prévu qu'en cas de développement immobilier sur le site la possibilité d'adosser aux dettes publiques des garanties soit étudiée entre les parties.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ;
- Le régime exempté de notification n°SA.40391 relatif aux aides à la recherche, aux développement et à l'innovation pour la période 2014/2020, prolongé par le régime cadre n°SA.58995 ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par l'ordonnance n°2005-856 du 28 juillet 2005 ;
- Le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2014_A268 du Conseil communautaire du 11 décembre 2014 relative au soutien du dossier « Thecamp » ;
- La délibération n°14-1450 du Conseil Régional du 12 décembre 2014 relative au soutien en ingénierie et études préalables pour le projet Thecamp sur la ville intelligente ;
- La délibération n°15-278 du Conseil régional du 24 avril 2015 approuvant le soutien au projet Thecamp ;
- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du 19 février 2015 relative au soutien du dossier « Thecamp » ;
- La délibération n°2015_A014 du Conseil communautaire du 12 mars 2015 approuvant l'octroi d'une avance remboursable à la société d'exploitation de « Thecamp » et donnant délégation au Bureau de la Communauté pour l'approbation de cette convention de partenariat ;

- La délibération n°17-912 du Conseil régional du 20 octobre 2017 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement du projet « Thecamp » ;
- Le règlement financier du Conseil régional ;
- La délibération n°2015-B192 du Bureau communautaire du 23 avril 2015 ;
- La convention de financement du projet THECAMP signée conformément à la délibération n°2015-B192 du Bureau communautaire du 23 avril 2015 ;
- L'avenant n°1 à la convention de financement du projet THECAMP.

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'intérêt général de THECAMP pour le développement économique du territoire et de son positionnement comme laboratoire d'excellence et d'innovation, a amené les anciennes communautés d'agglomération du Pays d'Aix et urbaine de Marseille Provence Métropole conjointement avec la Région Sud, le Département des Bouches-du-Rhône et la Chambre de Commerce et d'Industrie à octroyer des aides sous forme d'avance dans le respect de la réglementation applicable et notamment le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 ainsi que le régime exempté de notification n°SA.40391 relatif aux aides à la recherches, aux développement et à l'innovation pour la période 2014/2020, prolongé par le régime cadre n°SA.58995 ;
- Que les difficultés rencontrées par THECAMP notamment du fait de la crise sanitaire nécessitent un réaménagement des créances publiques et privées de la société ;
- Que la réussite du projet renouvelé comporte toujours un fort enjeu stratégique pour le développement économique et un atout pour l'attractivité du territoire ;
- Qu'il apparaît nécessaire d'étaler ce remboursement et qu'il est admis, qu'un tel rééchelonnement est possible, dès lors que les opérations économiques effectuées par des organismes publics ne confèrent pas d'avantage à leur destinataire et, de ce fait, ne constituent pas des aides d'Etat lorsqu'elles sont réalisées dans les conditions normales du marché ;
- Que le groupe Unitel s'engage à poursuivre son soutien technique et financier, et à obtenir un réaménagement des créances privées comparables aux rééchelonnements des créances publiques.

Où le rapport ci-dessus

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le nouvel échéancier de remboursement.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Cette proposition mise aux voix est adoptée

Certifié Conforme,
Le Vice-Président Délégué,
Budget et Finances,
Stratégie financière,
Contractualisation avec l'Etat et les collectivités

Didier KHELFA